

Turquie : la quête du sur-classement

Ifri-OCP Policy Center Roundtables – SESSION I

Auteur

Dorothee SCHMID

Responsable

Programme Turquie, Ifri

Messages clefs

- La meilleure gouvernance apportée par l'AKP trouve sa contrepartie dans l'absence de renouvellement des valeurs et du modèle économique.
 - L'ambition turque sur la scène régionale et mondiale s'incarne dans une quête d'influence, plus islamisée et véhiculant un nouveau fantasme de puissance internationale.
 - La multiplication des crises internes et les bouleversements géopolitiques tendent à remettre en cause la quête de classement de la Turquie et nourrissent un autoritarisme qui ne parvient pas à maîtriser les difficultés.
-

Introduction

La Turquie, considérée comme un grand émergent à beaucoup d'égards, est toutefois un pays de taille moyenne et sans ressources propres, qui peine à obtenir les moyens de ses ambitions. Au vu de ces contraintes, Ankara tente constamment d'impressionner à travers sa doctrine politique et sa communication offensive. Cependant, la nouvelle puissance turque est aujourd'hui fragilisée par des risques géopolitiques externes, sur lesquels elle n'a pas de contrôle, et des difficultés internes, d'ordre politique et économique.

Les évolutions internes depuis 2002

L'émergence géopolitique de la Turquie peut être expliquée par l'évolution intérieure du pays depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002. L'accélération du processus de démocratisation, l'éviction de l'institution militaire de la scène politique et la réapparition de l'islam turc dans les discours ont fait de l'AKP un parti de changement, qui a réussi à poser les bases d'une stabilité gouvernementale inédite. La poursuite des grandes réformes macroéconomiques (minimisation du risque souverain et des risques systémiques) après la crise de 2001 a contribué à une performance économique remarquable qui attire les investissements étrangers.

Au fil des élections, le pouvoir de l'AKP s'est donc consolidé sur une doctrine à la fois très libérale économiquement et plus démocratique, qui se traduit dans des votations à répétition et un débat politique élargi. Cependant, ce pouvoir très réformateur demeure paradoxalement marqué par un conservatisme social ancré dans l'Islam, et contrôle de plus en plus ses citoyens. La présence de l'Etat contrôlant est également visible dans l'économie, notamment via la généralisation des partenariats public-privé qui confortent un Etat-providence clientéliste, ne diffusant que partiellement les fruits de la croissance. Le modèle économique turc peinant à effectuer sa transition, on observe en fait une croissance de rattrapage qui ne parvient pas à stimuler l'innovation et la diversification industrielle.

Les ambitions de politique extérieure

Le succès des transformations intérieures conforte Ankara dans ses ambitions en matière de politique étrangère. La « nouvelle Turquie » qui se profile à l’horizon 2023, pour le centième anniversaire de la République, veut restaurer sa place au sein de l’ancien espace impérial ottoman et au-delà. L’arrivée d’Ahmet Davutoğlu aux Affaires étrangères a favorisé une redéfinition du rôle fantasmé de la Turquie dans les relations internationales, rompant avec le syndrome de paranoïa et d’enfermement qui la caractérisait comme forteresse occidentale au Moyen-Orient depuis 1923. La nouvelle ambition se renforce sous son mandat de Premier ministre.

Ankara place désormais le concept de soft power au cœur de sa diplomatie. Sur le plan régional, la Turquie consolide son influence politique en tissant des liens économiques avec le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord (MENA), et en cherchant à jouer un rôle d’interlocuteur incontournable entre la région et l’Occident. L’affirmation de son statut de puissance se manifeste par le renforcement de la présence turque sur la scène mondiale (organisations internationales, nouvelles relations diplomatiques avec d’autres continents comme l’Afrique et l’Amérique latine, etc.), mettant ainsi en évidence sa quête de reconnaissance internationale.

Les embarras de la puissance

Des facteurs de crise très importants assombrissent cependant l’horizon du modèle turc. Des facteurs « intérieurs » mettent notamment en question la stabilité du pouvoir et témoignent d’un début de crispation autoritaire. Les événements de Gezi traduisaient le malaise d’une partie de la jeunesse qui ne se reconnaît pas dans les valeurs de l’AKP, tandis que l’affaire Gülen a ouvert l’espace critique autour du gouvernement et que la crise kurde est ravivée. Enfin, le grave accident minier de Soma a révélé la difficulté à contrôler un capitalisme qui s’emballe sans tenir compte du paramètre social.

Des facteurs « extérieurs » sont aussi menaçants, avec un retour des crises au Moyen-Orient, qui font subir à la Turquie la géopolitique de son environnement, alors que son objectif était de remodeler la région qui l’entoure. Si la position turque face à la crise syrienne est perçue comme ambiguë par les analystes occidentaux, c’est d’abord parce que le gouvernement turc a beaucoup de difficulté à gérer les tensions qui montent à sa frontière.

Conclusion

Il est nécessaire de comprendre l'ambition que la Turquie exprime pour elle-même, dans son environnement régional et plus largement à l'échelle du monde, pour mettre à distance le discours orientaliste sur la prétendue duplicité turque. Mais aujourd'hui, le succès turc semble indéniablement cacher des fragilités, avivées par la quête d'un sur-classement, économique et géopolitique.